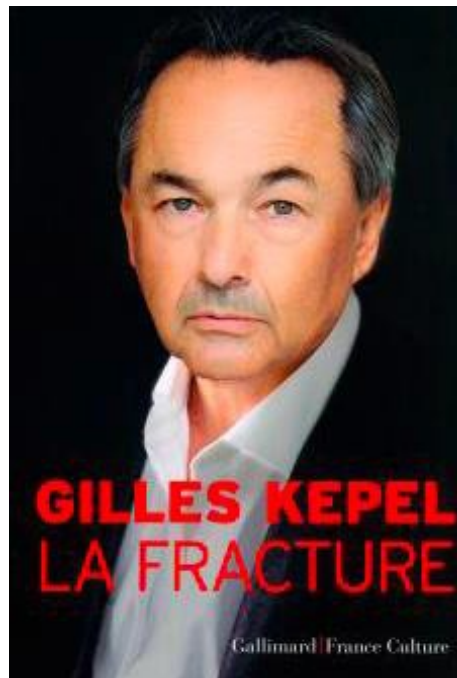


Lacan Quotidien



À propos de *La fracture* de Gilles Kepel par Jean-Daniel Matet



Les auditeurs des chroniques de Gilles Kepel sur France-Culture du 6 septembre 2015 au 15 juillet 2016 les retrouvent retranscrites dans ce livre, accompagnées d'un prologue – « L'année terrible » – et d'un épilogue – « "Djihadisme" et "islamophobie" : la double imposture ». Ce volume séduit tant par la rigueur de la démarche de l'auteur, que par l'exigence de son travail de terrain qui l'a conduit en différents points sensibles du globe, afin d'explorer les réalités sociales, les forces civiles ou militaires. Il a rencontré de nombreux témoins, lu les textes de propagande ou d'organisation en arabe quand il s'agit de Daech. Son style et la volonté de dégager une raison à l'œuvre, même dans les situations les plus

périlleuses rendent cette lecture incontournable pour déchiffrer les tensions meurtrières qui traversent l'Europe.

La fermeté de G. Kepel à défendre les sciences humaines, jusqu'au clin d'œil à la psychanalyse en invoquant à deux reprises « le retour du refoulé », voire « la forclusion au sens des lacaniens » ouvre une autre veine de satisfaction à le lire. C'est une écriture qui ne cherche pas seulement à documenter, mais qui s'engage pour nous faire entendre la *raisonnance* des discours à l'œuvre.

Chaque attentat et chacun de ses auteurs font l'objet d'un examen systématique : contexte, objectifs, moyens mis en œuvre, acteurs impliqués et hypothèses sur les commanditaires. Pour autant, l'auteur ne s'abrite pas derrière des facilités de langage. Ainsi à propos de Daech, il ne parle pas de guerre dans la mesure où cela supposerait le commandement homogène d'un état constitué.



Ces facilités de langage, comme autant de moulinets qui brassent un air malsain, sont souvent utilisées par ceux qui veulent donner à penser que les autorités visées – ici le gouvernement français – auraient une connaissance précise de la situation et une réponse à sa hauteur. Or les déclarations des dirigeants, de la majorité comme de l'opposition, semblent souvent déterminées par des considérations de politique intérieure. Incohérence, démesure ou impuissance sont souvent au rendez-vous. Cela fait dix ans, nous dit Kepel, que les textes qui annoncent le programme de mort qui se déroule sous nos yeux sont disponibles, tels que *Appel à la résistance islamique mondiale*, *Management de la sauvagerie*. Certains de ces textes, parus en arabe en 2005, ont été traduits en français en 2008. Les travaux des universitaires, arabophones pour certains, n'ont pas été pris en compte¹. La proposition de « déchéance de nationalité », annoncée comme la mesure répressive technique propre à « terroriser les terroristes », réclamée à droite comme à gauche, puis rejetée par un camp puis par l'autre, seule mesure regrettée par le Président ex-candidat à sa succession, apparaît comme une improvisation car la plupart de ceux qui se disaient prêts à rejoindre le combat islamique sont de la seule nationalité française. À ce point, la *France* se débat avec les démons de la décolonisation.

C'est un constat tragique qui manifeste ce dont *Lacan Quotidien* a témoigné depuis longtemps : dans le domaine des sciences dites humaines, aucun chiffrage ne peut prétendre refléter une réalité. Un discours articulé, se démontrant à partir d'hypothèses formulées et de faits d'expérience ou de témoignages, participe des sciences humaines. Encore faut-il vouloir lire, prendre connaissance de ce qui s'énonce et ne se présente pas sous forme statistique, par un chiffrage qui donnerait *ipso facto* à ce recueil de chiffres valeur « scientifique », simplification tellement fascinante pour les gouvernants.

À certains moments de la lecture de ce livre, on se prend à penser : mais pourquoi un homme comme celui-là n'est-il pas associé au plus haut niveau de la réflexion sur ces réalités qui nous menacent ?

Le bien dire de Gilles Kepel passe par la précision des définitions qu'il nous donne. Ainsi à propos du titre de son livre, *La fracture*, il précise : « Daesh veut briser la France, et au cœur de la fracture, enfoncer un coin jusqu'à susciter une guerre civile » et « établir un califat sur ses ruines »².

Le prologue est l'occasion de faire le point sur la cécité et la surdité du pouvoir politique. Il ne suffit pas, en effet, que les gouvernants donnent des gages de leur combativité face à un ennemi qui a remporté d'incontestables succès en 2015 et 2016. Son organisation longtemps inconnue qui veut faire croire au passage à l'acte de « lions solitaires », comme le document de l'organisation EI en porte la trace, ne rend pas compte du nombre considérable des victimes, ni du taux de « réussite » de ces actions. « Il ne s'agit en rien de loups solitaires. Ce sont des gens qui, quel que soit leur profil de passage au djihadisme, suivent les indications qui figurent dans les mêmes manuels. »³

Kepel fait aussi état de la fragilité du discours politique en France : après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hypercashier en janvier 2015, jamais les manifestations de soutien n'ont été aussi importantes dans l'histoire de France, mais elles ont aussi divisé la société française. Cela révèle la fragilité de la démocratie et d'autant plus, quand l'inversion du calendrier qui fait élire les députés après le Président de la République a conduit à les « godillotiser »⁴.

L'analyse excelle quand il s'agit de décrire les auteurs des attentats, les mécanismes de commandements, les enjeux de ces actes guerriers. Pour Daesh, l'objectif du terrorisme est double : sidérer l'ennemi et recruter des sympathisants⁵.

Une description précise de la situation internationale brosse un tableau du contexte du développement du terrorisme et de son soutien logistique et idéologique : le retour du refoulé levantin, la remise en cause des accords de Sykes-Picot⁶, le rôle de la Turquie et la reconfiguration du Moyen Orient autour des grands courants de l'Islam, l'importation en Europe du chaos du Proche-Orient, l'« israélisation » de la société française.

À cette liste, l'auteur ajoute la manipulation de la bien-pensance de droite ou de gauche au service du salafisme : par exemple, par l'invention et la propagation du terme « islamophobie » qui vise à stigmatiser quiconque produit une analyse ou émet une critique à propos de l'Islam et des dérives du salafisme, dont G. Kepel donne une définition précise⁷. Par le recours à de tels moyens, le salafisme prend en otage les musulmans de France, paralysés par les menaces

de ceux qui s'opposent à la dénonciation de la « salafisation » des banlieues⁸. Il est très difficile, dit-il, « de situer dans son vrai contexte le salafisme si l'on accuse systématiquement ceux qui s'y emploient d'islamophobie. » Certains salafistes peuvent qualifier les djihadistes de « chiens de l'enfer », il n'en reste pas moins que le salafisme représente une rupture existentielle de valeurs avec la société « mécréante » et que c'est cette rupture qui fournit son substrat au passage à l'acte.

L'analyse du djihadisme fait écrire à G. Kepel qu'il s'agit d'« un kaléidoscope qui traduit la vision d'un monde brisé, fragmenté, propre à des individus disposant d'outils intellectuels approximatifs, fournis par la subculture d'une jeunesse prolétarisée, gavée de représentations confuses où se mêlent médias audiovisuels (les « cathodiques pratiquants », selon Smaïn⁹) et réseaux sociaux virtuels. Elle aboutit à une théologie négative, structurée autour d'un sentiment obsidional, nourri de paranoïa sociale généralisée ». Cette analyse est convaincante¹⁰.



La position de Gilles Kepel s'oppose à celle d'Olivier Roy décrivant les terroristes comme des *Born again* imperméables au salafisme, le retour au religieux n'étant qu'un prétexte de révolte contre la société française. Il critique l'idée d'une « islamisation de la radicalité » et en donne pour modèle les instructions contenues dans le *Guide pour lion solitaire qui souhaite faire une attaque ciblée*.

Selon O. Roy, la cause du terrorisme est sociologiquement interne à la société française alors que Kepel la décrit comme l'effet d'un plus vaste mouvement du monde qui touche aux réalités proche-orientales et aux affrontements à l'intérieur même de l'Islam.

« Dans la gestion du culte musulman sunnite en France, il n'existe pas d'Église, d'évêque ou de pape pour donner des ordres ou des consignes. Au contraire, chaque communauté locale peut choisir son imam, et ce dernier n'a pas à référer au président du CFCM (Conseil français du culte musulman). Comment gérer la plasticité de la religion et faire en sorte que les propos tenus dans les mosquées ne se fassent l'écho du dogme salafiste de rupture, mais au contraire transmettent une vision ouverte de la société, qui est du reste celle de

l'islam maghrébin traditionnel ? C'est un défi considérable qui, à terme, s'il n'est pas résolu, menacera la pérennité du vivre-ensemble. »¹¹

Gilles Kepel est un connaisseur de l'histoire et des enjeux de l'islam contemporain et son analyse, qu'on l'accepte ou la combatte, est incontournable. La menace de fracture qui pèse sur nos sociétés européennes se traduit dans les symptômes que nous rencontrons chaque jour. Elle est la forme contemporaine du malaise dans la civilisation.



¹ Kepel G., *La fracture*, Paris, Gallimard/France Culture, 2016, p. 46 ; G. Kepel a publié en 2008 *Terreur et martyre*, Paris, Flammarion, Champs Actuel, 2009.

² *Ibid.*, p. 110.

³ *Ibid.*, p. 184.

⁴ « godillot » désignait au sens propre une chaussures de marche du soldat de l'armée française. Par extension en politique un « parti godillot » est un parti qui suit sans discuter les consignes de vote données par l'exécutif.

« godillotiser » est un terme familier pour dire qu'un parti a été soumis aux ordres du pouvoir qu'il a élu aux plus

hautes fonctions.

⁵ *Ibid.*, p. 113.

⁶ *Ibid.*, p. 130.

⁷ *Ibid.*, p. 151.

⁸ *Ibid.*, p. 140 et 143.

⁹ Smaïn est un acteur et humoriste français.

¹⁰ *Ibid.*, p. 201.

¹¹ *Ibid.*, p. 165.